

Carte blanche

L'ambivalence de l'engagement des universités (suisses)

Sandro Cattacin

D'abord pour les collègues de Turquie chassé·e·s de leur pays, ensuite lors de la crise européenne avec les accords bilatéraux gelés et désormais face à la guerre en Ukraine : les universités suisses prennent position. Elles s'engagent à accueillir qui fuit et à défendre les idéaux européens. Pour la droite nationaliste suisse, c'est une cible de choix. L'arrogance, le calcul politique, voire l'ignorance se mêlent aux slogans bien connus : le savoir est questionable, les universités sont des lieux dont il faut se méfier.

Les universités sont responsables, du moins partiellement, de cette facile instrumentalisation des causes à première vue difficiles à contester. Le discours de l'objectivité et de la neutralité des sciences, du savoir indépendant, que nous avons entendu maintes fois durant la crise du Covid-19, est en contraste avec la prise de position politique et avec ce que nous enseignons à nos étudiant·e·s : la science n'est pas objective et le savoir est une construction sociale, il se voit souvent manipulé par le pouvoir – comme Foucault nous l'a bien montré – et il fluctue dans ses analyses au rythme des ruptures épistémologiques.

La liberté académique d'abord

Deux questions se posent ainsi. D'une part, faut-il permettre – voire promouvoir – l'engagement politique en vue d'un savoir universel de la part des universités ? Et d'autre part, quelles sont les orientations crédibles d'un tel engagement ? Répondre à la première question me semble relativement facile. Les universités, par leur mission et leur nom même (*universitas*, qui fait référence au savoir universel, à la totalité), ne peuvent que déplorer les situations où le savoir – et notamment le savoir produit

par les sciences sociales et humaines – est muselé par la politique, par des systèmes plus ou moins autoritaires, où le savoir ne peut plus produire, par sa transmission et ses confrontations aux critiques, des avancées, des améliorations ou des ajustements. La circulation du savoir empêche le cloisonnement de la pensée. Il faut donc s'engager pour cette liberté académique nomade et permettre aux chercheurs et chercheuses de se coordonner, d'échanger et d'avancer grâce à des projets communs.

Supporter l'ambivalence, sans la cacher

La seconde question est plus problématique, car elle soulève à la fois des interrogations éthiques – mieux gérées, à mon avis, par l'auto-organisation et l'autocensure entre pairs que par des lois – et des interrogations liées à la société à laquelle on aspire collectivement. Être contre la guerre ou encore contre l'emprisonnement d'académiques n'a de sens que si l'on partage une orientation humaniste et démocratique – dans le sens rawlsien de la défense des plus faibles. C'est à mon sens ce que les universités suisses déclarent.

Seulement voilà, par ces déclarations, elles ouvrent un champ d'ambivalence qui n'a pas de solutions immédiates, un espace d'interaction qui doit être abordé quand il s'agit de collaborer avec des universités de pays moins démocratiques, quand il s'agit de promouvoir des échanges d'étudiant·e·s et d'académiques, des projets de recherche ou des programmes de formation développés en commun. Cette ambivalence – comme toute ambivalence – ne doit pas être cachée ou esquivée ; elle doit être au centre des échanges, voire devenir le moteur de la collaboration, car elle rappelle aussi aux partenaires dans les pays autoritaires que la direction que la production de savoir doit prendre est toujours la même : celle du partage du savoir et de la démocratisation.

●

L'auteur

Sandro Cattacin est professeur de sociologie à l'Université de Genève. Dans cette rubrique, il aborde des questions relevant de la politique de la recherche et du système scientifique.

